

## Du non-usage de certaines latrines publiques récemment installées dans le tiers monde

Gérard Bertolini

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Bertolini Gérard. Du non-usage de certaines latrines publiques récemment installées dans le tiers monde. In: Les Annales de la recherche urbaine, N°21, 1984. La technique et le reste. pp. 36-44;

doi : <https://doi.org/10.3406/aru.1984.1129>

[https://www.persee.fr/doc/aru\\_0180-930x\\_1984\\_num\\_21\\_1\\_1129](https://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_1984_num_21_1_1129)

---

Fichier pdf généré le 23/04/2018

## Resumen

De la no utilización de las letrinas públicas recientemente instaladas en el tercer mundo.

Los aportes empleados, sobre todo en el marco de los programas financiados por la ayuda internacional, para mejorar los equipamientos de las ciudades de los países en vías de desarrollo, se chocan a dificultades imprevistas de sus promotores. Pasa lo mismo con el programa de instalaciones de letrinas publicas en la ciudad de Surabaya (Java). Ellas son muy poco utilizadas por los ciudadanos de esta ciudad.

Esta observación plantea una serie de problemas sobre todo en los defensores culturales y económicos de la aparente evidencia de una técnica, en este caso la que asegura la eliminación de los excrementos humanos ; sobre la dependencia entre equipamientos técnicos (eliminación de los residuos y distribución del agua) ; sobre las relaciones entre uso de una técnica y sumisión a una práctica normalizada ; sobre la relatividad de las necesidades en equipamientos colectivos.

## Abstract

On the non-utilization of recently built public latrines in the third world.

Efforts towards the improvement of infrastructure facilities in cities in developping countries, and notably those made within the framework of programs financed through international aid, have come up against difficulties unforeseen by developpers. Such is the case with a program to install public lavatories in the city of Surabaya (Java). The lavatories are largely under-utilized by the inhabitants of the city.

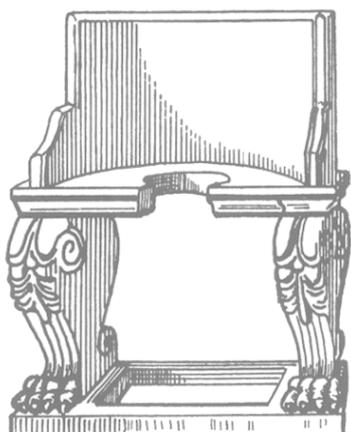
A whole series of questions has been raised based on this observation, specifically on the full cultural and economic implications of the apparent obviousness of a technique, in this case, that of the removal of human excrements ; on the interdependance of technical facilities (elimination of wastes and supply of water) ; as well as on the relationship between the use of a specific technique and its dependancy on standard practices ; on the relativity of collective infrastructure facility needs.

## Résumé

Les efforts déployés, notamment dans le cadre des programmes financés par l'aide internationale, pour l'amélioration de l'équipement des villes des pays en voie de développement se heurtent à des difficultés imprévues de leurs promoteurs. Il en va ainsi du programme d'installations de latrines publiques dans la ville de Surabaya (Java), largement sous-utilisées par les habitants de cette ville. Toute une série de questions sont soulevées par cette observation, notamment sur les tenants culturels et économiques de l'apparente évidence d'une technique, en l'occurrence celle assurant l'élimination des excréments humains ; sur la dépendance entre équipements techniques (élimination des déchets et distribution de l'eau) ; sur les rapports entre usage d'une technique et soumission à une pratique normée ; sur la relativité des besoins en équipements collectifs.

# Du non-usage de certaines latrines publiques récemment installées dans le tiers monde

Gérard Bertolini



Plus de la moitié de la population de la planète ne dispose pas de latrines<sup>1</sup> « hygiéniques » et, pour les Occidentaux se rendant dans le tiers monde, des conseils sont prodigués pour se prémunir contre le « péril fécal ». Dans le cadre de programmes d'assainissement, des latrines publiques ou collectives sont construites, en attendant la généralisation du water-closet individuel, privatif.

Certaines de ces latrines publiques ou collectives ne sont pas utilisées ; il n'est pas question ici d'en chiffrer la proportion et par là de juger globalement de l'adéquation des programmes et de l'efficacité des sommes dépensées : le propos est seulement d'en rechercher les causes, les mobiles. Ces causes, ces mobiles varient dans l'espace (géographique, mais aussi socio-culturel...) et dans le temps, et les raisons avancées, par exemple dans le cadre d'enquêtes, peuvent sensiblement différer des causes réelles ; le problème des excréments ne représente du reste pas un sujet de conversation très populaire (au-delà des plaisanteries sur ce thème) ; plus globalement, le déchet, c'est souvent ce que l'on cache ou ce que l'on cherche à cacher, dont les représentations sont refoulées dans les profondeurs du subconscient ou de l'inconscient... représentations qui, entre autres, se révèlent au cours de la cure psychanalytique.

Les réponses proposées ici s'appuient sur des informations diverses, dont certaines ont été rassemblées au cours d'enquêtes dans une ville de l'Asie du Sud-Est, et sur des hypothèses s'inspirant, en particulier, de ce qui s'est passé en Occident au cours des siècles.

Concernant le non-usage de certaines latrines publiques récemment installées dans le tiers monde, l'« homme de la rue » occidental risque bien en effet de s'en tenir seulement à un jugement global, à l'emporte-pièce, d'incurie des populations concernées. Peut-on se satisfaire de ce jugement hâtif et méprisant ?

1. *Latrines* : mot dérivé du mot *laver* (référence à Varron dans le *De Analogia*), désignant le plus souvent des toilettes collectives.

## A Surabaya

Surabaya<sup>2</sup>, à l'est de l'île de Java, est la seconde ville d'Indonésie : elle compte 3,5 millions d'habitants, et son taux de croissance est très rapide (4 % par an) ; en outre, elle accueille un afflux important de migrants saisonniers. La ville se présente essentiellement comme une somme de *kampungs*, c'est-à-dire de villages entrés progressivement dans le processus d'urbanisation, mais qui demeurent des entités sociales, des réalités communautaires.

Plusieurs programmes d'amélioration de l'habitat et du cadre de vie ont été successivement lancés. Le plus récent est le programme KIP (Kampung Improvement Program), financé notamment grâce à des prêts de la Banque mondiale et associant plusieurs organisations internationales. Il s'est développé progressivement, touchant un nombre croissant de villes et, à l'intérieur de chaque ville, de *kampungs*.

La cible prioritaire était représentée par des *kampungs* à forte densité de population, à faible niveau de vie et ayant des infrastructures physiques déficientes.

Les fonctions et équipements concernés étaient :

- la voirie à l'intérieur du *kampung* (circulation des véhicules et des piétons) ;
- les m-c-k (nous reviendrons sur la signification de ce sigle) ;
- l'adduction d'eau (et les réseaux de drainage et d'évacuation des eaux usées) ;
- les écoles primaires ;
- les centres de soins ;
- la collecte et l'évacuation des déchets ménagers.

Ainsi, à Surabaya (Java oriental), ce programme gouvernemental s'est traduit en trois ans par la rénovation, au moins partielle, de cinquante-deux *kampungs* rassemblant 40 % de la population totale de la ville.

Pour mieux comprendre le processus de développement du programme, il est nécessaire de rappeler l'organisation communautaire qui existe au sein de chaque *kampung* : il a à sa tête un chef, le *lurah*, et est divisé en *rukun warga* (rw), eux-mêmes divisés en *rukun tetangga* (rt), petites unités de voisinage (avec leur « petit chef »), regroupant environ trente à soixante familles.

Pour l'évacuation des ordures ménagères et le nettoyage de la voirie, les familles décident généralement d'apporter une contribution volontaire (calculée, en fait, suivant divers critères) permettant d'appointer mensuellement un préposé à ces tâches.

Le programme KIP (gouvernemental), joint à une tendance à l'individualisme et à l'atomisation des relations sociales, a eu diverses incidences sur cette organisation communautaire : le niveau du rt tend à devenir davantage une unité administrative qu'une unité sociale ; son chef tend à accomplir un « service civil » plus qu'à être un leader social.

Dans le même temps que le programme KIP (en complément, mais aussi en tant que réaction), on a vu se développer le programme W. R. Supratman, cette fois à l'initiative des *kampungs*

2. Enquête menée en 1982 dans le cadre d'une mission « recherche urbaine » financée par le service de la coopération du ministère français de la Recherche et de l'Industrie.

eux-mêmes : ainsi, pour les ordures ménagères, certains ont conçu et fait fabriquer par des artisans locaux leur propre charrette de ramassage, adaptée à des conditions particulières (en particulier, des ruelles très étroites). Aujourd'hui, le problème se pose aussi de l'intégration des équipes KIP au sein des services municipaux.

Au rang des difficultés majeures d'application du programme figurent d'autre part les problèmes fonciers, en raison de l'emprise foncière des nouveaux équipements — malgré la plus-value qui en résulte pour l'ensemble des propriétaires.

S'agissant de l'évacuation des excréments, et globalement (à l'échelle de la ville de Surabaya), la situation est approximativement la suivante :

— 37 % de la population dispose d'une fosse septique (dont le trop-plein est envoyé vers la nappe souterraine dans les deux tiers des cas, vers le caniveau ou le canal dans un tiers des cas ; la multiplication des caniveaux tend en fait à développer ce second cas de figure) ;

— 2 % de la population utilise des latrines publiques ou collectives ;

— le reste de la population utilise des trous ou directement les canaux ou la rivière ; ainsi, il est assez fréquent d'observer des gens en position de défécation en bordure du grand canal (homme déféquant depuis la rive ou femmes accroupies dans l'eau, dans laquelle elles entrent avec leur vêtement) ; s'y ajoutent des latrines publiques sur pilotis au-dessus du canal, l'individu en position de défécation étant alors masqué à la vue des passants par une palissade légère en bambous d'un mètre de haut environ. Par contre, on n'observe pas, comme en Inde, la présence d'excréments jonchant le sol et les rues.

---

#### Différents modes d'utilisation de l'eau suivant le type de latrines

Les *cabinets à eau* (en anglais : *aqua privy*) ne doivent pas être confondus avec les systèmes à entraînement par l'eau ; ils représentent une modification des « cabinets septiques », qui ont pris naissance aux Etats-Unis vers 1900 et sont de plus en plus employés dans les pays d'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est.

Ils comportent notamment un réservoir rempli d'eau dans lequel plonge un tuyau de descente suspendu au plancher des latrines. Dans le réservoir, les matières fécales subissent une décomposition anaérobie, comme dans une fosse septique.

Pour être satisfaisant, leur fonctionnement nécessite des additions quotidiennes d'eau ; la faible quantité d'eau nécessaire est normalement fournie par l'eau utilisée pour le lavage anal et pour le nettoyage de la dalle et du tuyau ou entonnoir de chute. Leurs inconvénients résident dans le fait qu'ils ne sont pas utilisables dans les climats froids, qu'ils exigent de l'eau (bien qu'en faible volume), ainsi qu'un fonctionnement et un entretien quotidiens ; enfin, leur coût est plus élevé que celui des cabinets à fosse — à ne pas confondre avec une fosse septique : c'est souvent un simple trou dans le sol.

Le *siphon hydraulique* représente une amélioration susceptible d'être apportée à différents types de latrines, tout autant qu'un type particulier (latrines à siphon hydraulique ou « à chasse »). Les cuvettes (sur lesquelles on s'assoit), les dalles à la turque (position accroupie), les cabinets à eau, les cabinets à fosse peuvent en être équipés. Le joint hydraulique assure une protection notamment contre les mouches et les odeurs ; il suffit de un à trois litres d'eau pour chasser le contenu de la cuvette dans la fosse.

Autre système : les *latrines à chasse d'eau et à cuvette*. La cuvette est mobile et munie d'un contrepoids : les déchets la font basculer et se renverser dans la fosse. Une soupape recharge automatiquement la cuvette avec l'eau du réservoir, en vue du nettoyage suivant.

---

Pour l'an 2000, les objectifs fixés sont les suivants : fosses septiques, 50 % de la population<sup>3</sup>; tout-à-l'égout (nouveaux quartiers) : 15 %; latrines publiques, 16 %; « rien », 14 %.

Ces objectifs sont d'autant plus ambitieux que la croissance de la population est très rapide. Alors que les habitants des *kampungs* avaient accepté le programme KIP, qui s'accompagnait de l'édification de latrines (et se traduisait pour eux par une consommation d'espace et la responsabilité de l'entretien), le non-usage de certaines de ces latrines était déjà mentionné en 1981 dans des travaux d'évaluation des résultats du programme<sup>4</sup>; les raisons avancées étaient la mauvaise qualité de conception-construction, un choix inadéquat du site ou une absence d'entretien.

En fait, à l'intérieur du *kampung*, les latrines collectives sont généralement intégrées dans un ensemble ou bloc « sanitaire », le m-c-k, abréviation de *mandi-cuci-kakus*, en indonésien : *mandi*, c'est la « salle de bains » (voir ci-après); *cuci*, le lavoir (pour le linge, mais aussi la vaisselle...); *kakus*, les latrines. Ont aussi été réalisés des m-c, (*mandi-cuci*), sans latrines attenantes.

Latrines et salle d'eau sont généralement mitoyennes, séparées par une cloison; ces latrines ne comportent pas de chasse d'eau, mais un réservoir d'eau cubique et ouvert vers le haut, à peu près de la même hauteur que la cuvette du w-c et placé à sa droite (lorsqu'on est assis, face à la porte).

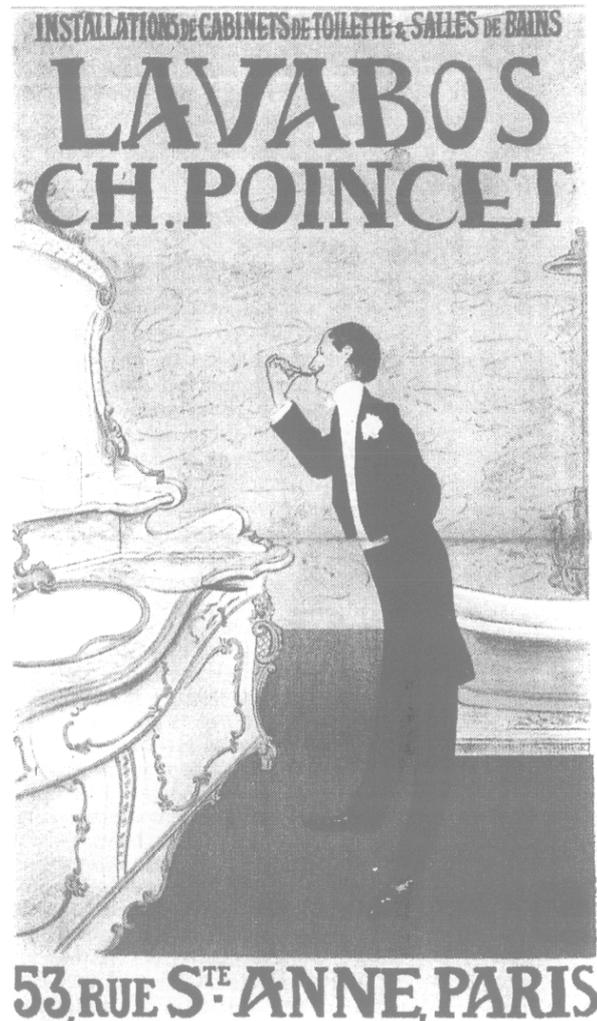
On retrouve de telles réserves d'eau, mais de plus grandes dimensions, dans des salles d'eau unitaires (incluant le w-c et même lorsque celui-ci est équipé d'une chasse d'eau), ainsi qu'un récipient pour y puiser l'eau. Ces réservoirs d'eau paraissent remplir plusieurs fonctions : utilisation de l'eau après défécation pour se laver (de la main gauche), plutôt que le papier dit hygiénique utilisé en Occident (qui semble cependant « gagner du terrain »); évacuation des excréments, lavage de la cuvette. Et aussi, lorsque la conception est « unitaire » : fonction de réserve, liée aux risques de coupures d'eau pendant la journée, en saison sèche; préférence de l'aspersion au moyen d'un récipient plutôt qu'utilisation d'une douche pour le lavage ou la réfrigération du corps; fonction de traitement additionnel de l'eau par décantation; fonction de réfrigération de la salle de bains...

### *Des raisons technico-économiques du non-usage*

Les m-c-k sont relativement peu utilisés; les habitants interrogés avancent deux raisons : les problèmes d'évacuation, le prix de l'eau.

— Les canaux d'évacuation, à l'air libre, parfois encombrés de débris végétaux provenant des arbres, ne sont pas entretenus, ce qui provoquerait des refoulements. En outre, les caniveaux et les tranchées d'évacuation non curés, qui bordent plusieurs *kampungs*, provoquent des inondations lors des pluies importantes.

— Le prix de l'eau distribuée par la compagnie de Surabaya (la PAM) est de 80 roupies le mètre cube aux particuliers, en juillet



3. Coût d'une fosse septique (non installée) : 15 000 à 25 000 roupies, soit 150 à 200 francs français (valeur 1982).

4. *Community Impact Analysis of KIP*, Department of Public Works, Directorate General in Cipta Karya, in cooperation with the Institute of Economic and Social Research, Education and Information, septembre 1981.

5. Notons qu'elle est vendue plus cher (100 roupies le mètre cube) aux gros consommateurs que sont les industriels... qui ont davantage les moyens de payer.

6. L'eau, en particulier lorsqu'elle est prise à un robinet, est aussi transportée par des charrettes basses à fond plat sur lesquelles sont placés une douzaine de jerricans, en matières plastiques (régénérées le plus souvent), de 18 à 20 litres.

7. En août 1983, 1 US \$ = 970 roupies = 8,10 francs. On rapprochera d'autre part du prix de l'eau celui du riz : environ 200 roupies le kilo pour un riz de qualité moyenne.

8. L'eau distribuée par la ville doit, de toute façon, être bouillie si elle est ingérée : le réseau livre de l'eau propre, non de l'eau potable.

9. La réussite du « modèle » chinois dans ce domaine paraît résulter en fait de divers facteurs plus ou moins transposables : le Groupement de recherches et d'échanges technologiques (GRET) souligne ainsi que le développement du biogaz en Chine n'aurait pu connaître un aussi large succès sans le système d'organisation en place ; la structure politique joue dans ce pays un rôle unifiant, et ceux qui dirigent l'organisation politique s'occupent aussi du progrès technique, de l'éducation et des autres formes du développement. Cette organisation poussée s'accompagne d'une grande décentralisation, d'un intérêt marqué pour les circuits courts et les petites unités : la récupération et le recyclage des résidus non fermentescibles le montrent également.

Un autre ingrédient est la transmission-diffusion du savoir et l'expérimentation, dans le cadre d'un vaste programme de recherche et de formation pour toute la Chine ; le programme est national, mais l'expérimentation vise une adaptation aux conditions locales, très différentes suivant les régions.

Il convient d'autre part de considérer que le « modèle » chinois fait l'objet de controverses : les résultats sont-ils aussi bons et spectaculaires que certains le prétendent ? Vaclav Smil, par exemple, fait état d'un grand nombre de défaillances techniques ; certaines fosses à biogaz ne sont pas utilisées (certaines n'ont même jamais fonctionné) et sont progressivement transformées en puits. Smil met notamment en cause la recherche de résultats immédiats, dans le cadre du Plan. (Vaclav SMIL, *Biomass Energies*, Plenum Press, New York, 1982 ; « Ecological Mismanagement in China », *Bulletin of the Atomic Scientists*, Chicago, octobre 1982.)

D'autre part, l'auteur fait état du

1983<sup>5</sup>. Bien que le réseau soit en cours d'extension, certains *kampungs* ne sont pas desservis. Cette extension est d'ores et déjà limitée par la vétusté de certaines conduites principales dont le débit a déjà triplé. Fontaines et puits servent à l'approvisionnement en eau d'une bonne partie de la ville, approvisionnement qui donne lieu à un commerce de l'eau.

Ainsi, au nord-ouest de la ville, une même rue offre le spectacle d'une douzaine de puits très rapprochés (de part et d'autre de la rue), fréquentés par quelque trois cents porteurs d'eau. Une vieille femme est propriétaire de deux de ces puits et a acheté une licence lui permettant de revendre l'eau. En six ans d'activité, elle a pu s'offrir un pèlerinage à La Mecque ; son fils est d'autre part propriétaire de cinq charrettes à bras pour le transport de l'eau, équipées d'un fût métallique transformé à cet effet : une ouverture carrée a été faite sur le flanc, et sur cette ouverture a été soudée une « cheminée » d'une trentaine de centimètres<sup>6</sup>. L'eau est ainsi puisée, à l'aide d'un seau, du lever du jour jusqu'à 10 heures du soir, et le porteur d'eau livre en moyenne à trois ou quatre kilomètres jusqu'à dix fois par jour. L'eau est alors vendue aux ménages environ 2,5 roupies le litre<sup>7</sup>, soit un prix près de trente fois plus élevé que celui de l'eau au robinet (pour ceux qui sont directement desservis par la PAM). Dès lors, ceux qui achètent l'eau au porteur (vendeur) d'eau ne l'utilisent guère que pour la cuisine ou la boisson, une fois bouillie<sup>8</sup>. Pour les autres usages, ils vont au canal... et, en saison humide, s'efforcent de recueillir l'eau de pluie et de la stocker dans des citernes.

Plus généralement, la rareté de l'eau et son prix élevé conduisent à rechercher des utilisations en série, ou « en cascade ». Ainsi, la défécation directe au-dessus de l'eau, notamment en utilisant des latrines suspendues, est une pratique traditionnelle des paysans indonésiens et le demeure, notamment dans l'ouest de l'île de Java, où ces latrines sont souvent suspendues au-dessus d'étangs piscicoles : lorsque les poissons ne sont pas consommés directement, mais commercialisés, ils sont aujourd'hui généralement logés quelques semaines en eau claire avant commercialisation. Le jardin villageois javanais fournit du reste un exemple intéressant d'agriculture-pisciculture intégrée : restes de cuisine et excréments humains vont au bassin à poissons, dont à leur tour les excréments, sous forme de vase, permettent d'enrichir le sol lors de vidanges périodiques.

L'Institut de technologie de Bandung a réalisé également des expérimentations d'aquaculture à partir d'eaux usées : une citerne permet en premier lieu une digestion anaérobie, produisant du biogaz ; l'effluent est ensuite acheminé dans un bassin d'oxydation, puis dans un bassin d'algoculture, un bassin piscicole, enfin un jardin potager ; cependant, un tel système requiert beaucoup d'espace.

Les toilettes à biogaz, si répandues en Chine<sup>9</sup>, le sont très peu en Indonésie. Ces installations produisent un combustible qui peut servir pour la cuisson des aliments et qui pourrait se substituer au bois, très généralement utilisé : l'approvisionnement en bois, pour

les foyers domestiques, contribue toujours à la déforestation de l'île de Java, aujourd'hui assez avancée. Des toilettes sans eau (toilettes à compost) sont aussi expérimentées à Bandung et Manila, mais on reproche aux toilettes à biogaz ou à compost leurs coûts de conception et de construction élevés et les difficultés à assurer leur bon fonctionnement.

A l'instar de ce qui est fait à Madras, en Inde, on étudie également à Bandung la possibilité d'acheminer les eaux usées dans les bassins de stabilisation (de lagunage) à des fins piscicoles. La productivité, sans oxygénation artificielle, peut atteindre 7 700 kg de carpes (*cuprinus carpio*) par hectare et par an, et fournir un revenu bien supérieur à celui d'une rizière de même surface.

Au-delà de raisons technico-économiques et en deçà d'expérimentations de pointe, il convient de s'interroger sur ce qui, dans le cas des équipements apparemment banals promus dans le cadre du programme KIP, peut expliquer un non-usage : problèmes d'habitudes, préférences pour la nature... De multiples facteurs sociaux et culturels doivent être pris en compte.

déboisement accéléré résultant de la pénurie de combustible en milieu rural, de la pollution des eaux, du gaspillage de l'eau résultant des fuites des canalisations d'irrigation (mal entretenues), des incidences de l'utilisation croissante des engrais chimiques...

Par ailleurs, en Inde, des services de vulgarisation sont créés, en liaison avec l'expérience chinoise : quelque 100 000 unités sont déjà installées dans les villages, mais le système est surtout adopté par les paysans aisés, et les expériences collectives n'ont pas été très concluantes ; des études sont poursuivies pour diminuer les coûts de fabrication des installations et augmenter leur efficacité. Dans ce pays qui connaît un déboisement avancé, la bouse de vache séchée reste un combustible traditionnel.

---

#### Les excréments comme valeur ? Quelques aspects de leur utilisation, notamment en Occident

- Utilisation directe comme engrais : dans l'Empire romain, l'agriculture faisait un usage intensif des matières fécales.
- Production d'ammoniaque (ou gaz ammoniac). Les sels ammoniacaux sont utilisés comme engrais, et l'ammoniaque a été longtemps l'un des réactifs les plus employés en chimie ; il servait aussi pour nettoyer l'argenterie, dégraisser les étoffes, ainsi qu'en médecine, pour la fabrication de la glace...

L'une des sources était représentée par les urines putréfiées, les eaux de vidange et les eaux-vannes recueillies dans les grandes villes : « Il était courant, au xv<sup>e</sup> siècle, comme d'ailleurs au temps des Romains, d'utiliser les urines pour la foulonnerie et le dégraissage des vêtements\*... »

- Extraction de l'urée (elle-même éliminée du sang par le rein et qu'on retrouve dans l'urine), à partir de l'urine fraîche, qui représente une base de l'industrie des engrais et de l'industrie chimique et qui entre aussi dans l'alimentation animale...
- Les plâtriers ont eu aussi longtemps coutume d'uriner dans le gâchis de plâtre pour retarder sa prise.
- Pisciculture, algoculture...
- Utilisation des fèces de chiens (ramassées dans les rues des villes avec une pelle et un petit balai) pour assouplir les fines peaux de chèvre destinées à la ganterie (utilisation ensuite remplacée par des produits chimiques).
- Production de biogaz (voir le « modèle » chinois).
- Utilisation de la bouse de vache séchée comme combustible solide (on pouvait encore voir récemment en Savoie des carrés de bouse de vache sécher sur des balcons) ou comme matériaux de construction, notamment de toiture.
- Valeurs médicinales prônées par les médecins « stercoraires » : « La fiente fraîche de vache nourrie d'herbe a la qualité d'apaiser les inflammations des plaies et tumeurs », écrivait par exemple Malouin dans sa *Chimie médicinale*, en 1755.
- Valeur en cosmétologie : élixir de jouvence jadis obtenu par distillation de l'urine...
- Valeurs antiparasitaires ? Pour combattre l'irréductible prédateur, l'infâme phylloxéra, dans le Beaujolais, à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, les plus imaginatifs conseillèrent d'arroser les ceps avec de l'urine de cheval, de mouton ou de vache, et, à chaque récréation, un instituteur, petit père de l'écologie, conduisait gravement ses élèves uriner en rang dans les vignes voisines\*\*.
- L'utilisation de l'urine pour en extraire des macro-molécules est aujourd'hui le fait de sociétés de technologie avancée, telle la société Germe, à Marseille, spécialisée dans les biotechnologies : parmi les matières premières utilisées figurent l'urine de femme enceinte, pour en extraire la « gonadotrope chorionique humaine (HCG) », et l'urine de femme ménoposée, pour en extraire l'hormone lutéinisante ; le prix du gramme de certaines substances extraites (comme l'HCG) est très élevé (plus de mille francs le gramme).

---

\* D. LAPORTE, *Histoire de la merde*, Christian Bourgeois, Paris, 1982.

\*\* *Hommes et Terroirs*, Editions des Amis du Museum de Lyon, 1980 ; cf. John Gregory BOURKE, *les Rites scatologiques*, préface de S. Freud, trad. de D. Laporte, PUF, Paris, 1981.

## A la recherche d'autres éléments explicatifs

— Une visite biquotidienne aux champs, en compagnie de pairs sélectionnés, exerce dans certaines communautés une fonction sociale importante qui mérite d'être considérée avant d'entreprendre de les faire bénéficier des « progrès à l'occidentale »<sup>10</sup>. Il en est de même en matière d'adduction d'eau (sans pour autant devoir s'extasier sur l'esthétique de l'image de la femme portant gracieusement la cruche sur son épaule, alors que certaines femmes doivent, en saison sèche, aller plusieurs fois par jour chercher de l'eau à plusieurs kilomètres).

A ce propos, s'agissant des buanderies publiques en France, on peut rappeler, par analogie, qu'en 1853 Napoléon III avait subventionné des ingénieurs britanniques<sup>11</sup> pour organiser un lavoir-modèle dans le quartier du Temple, à Paris. Très fonctionnel, ce lavoir comportait de petites cases autonomes pour que chaque laveuse ne bavarde pas avec sa voisine. Qualifié de véritable supplice, il connut un rapide insuccès, fut boycotté, fit faillite et fut démoli : le lavoir était un lieu de rencontres et d'échanges, un haut lieu du quartier, voire du folklore urbain, si ce n'est une « école des femmes »<sup>12</sup>.

Notons par ailleurs que les latrines publiques exercent de multiples fonctions, comme le montre par exemple la présence de graffiti sur les murs, témoignages souvent d'une frustration sexuelle, permettant un « défolement »...

— Le fait de devoir s'isoler dans un bâtiment fermé<sup>13</sup> de petites dimensions et sombre (contrastant très fortement avec les conditions naturelles) peut exercer un effet de répulsion.

— D'autre part, la mauvaise conception et l'absence d'entretien conduisent, au plan de l'hygiène, à des risques sanitaires plus importants que ceux qui résultent d'une défécation en plein air. Ainsi, en France, avant les progrès de l'assainissement, Louis Sébastien Mercier, dans son *Tableau de Paris*<sup>14</sup>, envoyait les paysans qui pouvaient se soulager aux champs, alors que les citadins « risquaient une fièvre putride à s'asseoir sur les funestes lunettes ». Près d'un siècle plus tard (en 1882), Francisque Sarcey taxera encore les fosses d'aisances d'être des « usines à puanteur ».

— A l'inverse, on peut être impressionné et inhibé par un trop grand luxe : Dominique Laporte<sup>15</sup> présente ainsi le luxueux projet de latrines publiques de Swift (datant de 1743) pour les cités et faubourgs de Londres et Westminster, ou encore le siège percé en porphyre, datant du IX<sup>e</sup> siècle, exposé au musée du Louvre, et autres « trônes ».

Si l'on considère le caractère inhibant pour nous de certains lieux, on conçoit l'effet de répulsion que peuvent exercer dans le tiers monde des équipements nouveaux représentant un changement radical.

— La position qu'impose l'usage des cuvettes de w-c que nous connaissons présente d'autre part l'inconvénient de favoriser la

10. Cf. « Six idées fausses sur la décennie », *Forum du développement*, novembre 1981.

11. La France a aussi importé d'Angleterre la chaussée bombée avec trottoirs et caniveaux latéraux, le water-closet ou encore le bidet, longtemps considéré comme marque de snobisme.

12. Cf. M. PERROT, « la Ménagère dans l'espace parisien au XIX<sup>e</sup> siècle », *les Annales de la recherche urbaine*, n° 9, automne 1980.

13. A l'inverse, en France, la possibilité de verrouiller la porte sera progressivement considérée comme souhaitable : la semi-privatisation des latrines s'accompagnera d'une distribution de clés aux familles dont le logement donne sur un même palier : pour abolir la promiscuité des latrines, la porte sera tenue fermée.

14. Louis Sébastien MERCIER, *Tableau de Paris*, Amsterdam, 1782-1788 ; coll. « La Découverte », Maspero, Paris, 1979.

15. D. LAPORTE, *op. cit.*

constipation : la défécation en milieu naturel, au bord d'un talus ou d'un canal, se traduit par une position non pas assise, mais accroupie, qui exerce une pression sur l'abdomen qui favorise l'expulsion des matières fécales<sup>16</sup>.

### *De la pratique au modèle imposé*

Un processus d'apprentissage du nouveau mode de défécation est nécessaire : ainsi, en France, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'innovation que représentaient les w-c avec siège à nécessité, pour qu'elle soit « adoptée », en particulier au niveau des collectivités et dans les milieux populaires, de nombreux efforts : dispositifs de nature à empêcher les visiteurs de monter debout sur le siège et de prendre une position autre que de s'y asseoir, surveillance et discipline des lieux, apprentissage de la défécation en milieu scolaire qui, plus globalement, a été largement utilisé pour l'apprentissage des disciplines hygiéniques.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des normes sont définies pour les écoles ; ainsi, dans le département de la Seine, le programme de l'administration prévoit que les cabinets seront établis dans le préau découvert, isolés, regardant le nord, et au nombre de deux pour cent élèves, qu'ils seront convenablement aérés et ventilés. Les rapports ensuite dressés tendront à montrer que les progrès ont été plus précoces dans le secondaire que dans le primaire et plus rapides dans les écoles de filles que dans les écoles de garçons.

Alain Corbin<sup>17</sup> rappelle quelques-unes des propositions faites historiquement « pour abolir la puanteur excrémentielle des lieux collectifs et imposer la discipline par la structure même des équipements ». Pour les casernes et les hôpitaux, Duponchel (*Annales d'hygiène publique*), au XIX<sup>e</sup> siècle, proposait l'édification d'une tour-latrines, appelée « minaret », dont l'architecture baroque, inspirée de la hune du vaisseau et, sans doute, du colombier de d'Arcet, tend à priver l'individu de toute possibilité de souillure : plus de plancher ou de mur à souiller pour le malade ou le soldat, agrippé à des barres de fer et installé sur un siège suspendu auquel donne accès une passerelle métallique.

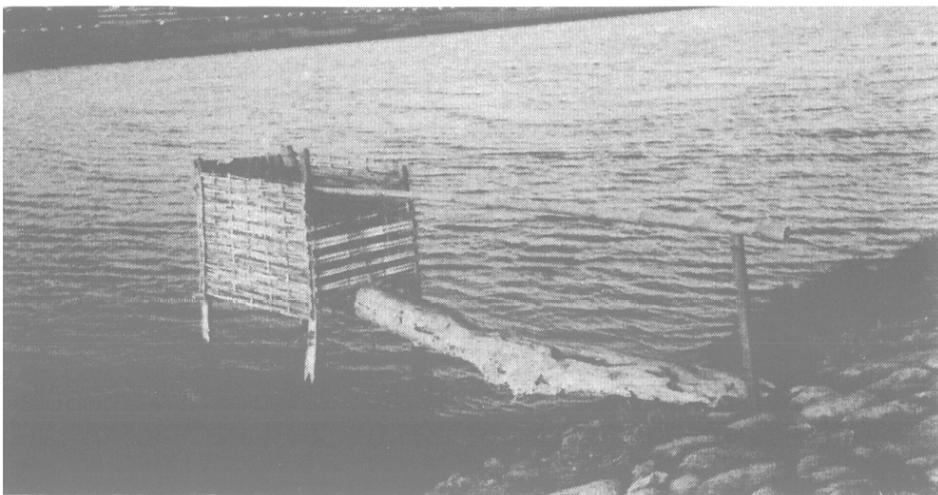
— L'apprentissage se double en réalité d'un volontarisme, pour imposer un modèle de défécation. L'adoption des innovations « hygiéniques » (l'hygiénisme, coupé de ses fondements sanitaires, se confondant parfois seulement avec le modernisme) n'est pas seulement un problème d'apprentissage pour l'acquisition de nouvelles habitudes ; les innovations suscitent des réactions dont les ressorts sont multiples : ainsi, en France, sous le second Empire, l'installation dans de grandes villes de province, après la capitale parisienne, des premiers urinoirs publics<sup>18</sup> pour lutter contre les « pisseurs de palissade » n'a pas manqué de susciter l'ironie : on appelait cela « pisser à la mode de Paris ».

Plus fondamentalement, il s'agit d'imposer un certain type d'ordre : Alain Corbin parle à ce sujet des efforts pour « décrotter,

16. Divers auteurs (Hornibrook, Bekys...) ont insisté sur cet aspect, et Béatrice Trelaün-Geysler, dans son livre *Water sans eau* (Editions Alternatives, Paris, 1983), reproduit par exemple (p. 90) des schémas de Le Corbusier et Gardner relatifs à des études de sièges permettant la position accroupie ; est aussi reproduite une circulaire (assortie de schémas) émanant du ministère des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, et datée du 4 février 1982, relative à la transformation des toilettes aux « normes » occidentales (avec cuvette) en toilettes aux « normes » islamiques (siège à la turque).

17. A. CORBIN, *le Miasme et la jonquille*, Aubier, Paris, 1982.

18. Il s'agit, bien sûr, d'urinoirs pour les hommes, leur présence étant corrélée avec celle du marchand de vin, du café... essentiellement fréquentés par des hommes ; la femme étant davantage cantonnée dans l'espace domestique (foyer), la structuration des espaces masculin et féminin était différente. Aujourd'hui, les concepteurs-installateurs de latrines publiques (par exemple, les sanisettes Decaux en France) insistent sur leur usage mixte.



Latrines suspendues au-dessus d'un étang à Surabaya.

désempuantir le misérable», suscitant des réactions qualifiées de «libertinage du nez» (de même en matière d'hygiène corporelle, pour laquelle la population restera longtemps persuadée des vertus de la crasse).

Une attention particulière doit notamment être portée au groupe social le moins favorisé, qui risque d'entraver les efforts en matière d'assainissement.

— Le fait que les latrines publiques ne soient pas conçues avec les populations concernées, voire construites par elles, ne permet pas une « appropriation » ; il peut en résulter un non-usage, une absence d'entretien et de réparations, la population ne se sentant pas concernée ni responsable. Motivation, persuasion, enseignement, formation sont nécessaires pour transformer un sujet tabou en un sujet d'intérêt local, voire en un objet de fierté<sup>19</sup>.

Pour terminer, on doit insister sur la double signification du terme : « appropriation » ou du vocable : « technologies appropriées ». Ils désignent à la fois une adéquation aux besoins (mais aussi aux coutumes) et aussi l'adoption par un individu ou un groupe social d'une innovation que l'individu ou le groupe fait sienne ; ce second sens est lié au premier, mais aussi, pour partie, distinct : ce qui est considéré de l'extérieur comme adéquat, adapté aux besoins, peut n'être pas adopté (adoptable) tel quel par le groupe concerné. Doit être appréhendé l'écart par rapport à la pratique actuelle (en un certain lieu, à un certain moment, par rapport à un certain groupe) et aussi par rapport au projet et modèle (culturel) ; projet ou modèle de qui ? S'il est interne (émanant des populations concernées), il convient seulement d'aider à le réaliser ; s'il est externe, il conviendra de l'« internaliser » suivant des méthodes plus ou moins volontaristes, plus ou moins douces : modèle imposé ou au contraire transfert en jouant sur l'adhésion, la concertation, l'auto-éducation... Le temps apparemment perdu (en employant des « méthodes douces », par rapport à des modes plus directs) pour assurer ces tâches représente en fait la clé du succès<sup>20</sup>.

19. Cf. « la Ville, le pauvre et l'eau » (exemple relatif à Karachi), *Forum du développement*, décembre 1981.

20. Cf. G. BERTOLINI, *Eau, déchets et modèles culturels. Alternatives au tout-à-l'égout*, coll. « Les cahiers de l'écologie », Editions Entente, Paris, 1983.